

L'État, pompier pyromane au camp de Grande-Synthe

MIGRANTS Après l'incendie qui a ravagé le camp de la Linière, les ONG mettent en cause des moyens mis en œuvre sans rapport avec la surpopulation brutale des lieux. **P. 11**

RÉFUGIÉS

Grande-Synthe, les raisons de l'embrasement

Faute d'investissement de l'État, les conditions de vie dans le camp humanitaire se sont dégradées, entraînant des tensions qui ont abouti lundi soir à un incendie volontaire.

Que vont devenir le camp de Grande-Synthe et ses occupants ? Après l'incendie volontaire qui a détruit 70 % du camp humanitaire de la Linière lundi soir, suite à une rixe entre Afghans et Kurdes irakiens, les ministres de l'Intérieur et de l'Écologie devaient se rendre sur place, hier, en fin d'après-midi, afin d'organiser l'accueil dans d'autres lieux des quelque 1400 migrants désormais sans toit. Face à l'urgence, trois gymnases ont été ouverts. Entre 400 et 500 migrants y ont trouvé refuge dans la nuit de lundi à mardi tandis que les autorités tentaient de localiser les autres, épargnés aux alentours. Le préfet du Nord, Michel Lalande, a également promis l'accélération des départs vers les centres d'accueil et d'orientation (CAO), ces lieux destinés à offrir un hébergement temporaire pour permettre aux migrants d'effectuer leurs demandes d'asile.

Mais l'exercice ne sera pas simple. « *En réalité, certains CAO qui avaient été installés de façon provisoire dans des centres de vacances doivent maintenant rouvrir au public. Et depuis plusieurs semaines, les autorités n'étaient plus en capacité de proposer autre chose que l'accueil à Grande-Synthe* »,

constate Mathieu Quinette, responsable France de Médecins du monde (MDM). Selon lui, plus de 200 personnes sur le camp demandaient sans succès depuis plusieurs semaines à être transférées dans ces CAO. Aujourd'hui, il n'est pas vraiment surpris de ce drame. « *C'est triste à dire mais quand on met les gens dans une situation pareille, avec la promiscuité de groupes différents et des conditions difficiles, les conditions sont réunies pour que la situation éclate* », estime Mathieu Quinette.

« Le problème, c'est le sentiment d'impréparation qui domine »

Depuis un mois, son organisation dénonçait la dégradation des conditions de vie dans le camp de la Linière. Les habitations se sont progressivement dégradées. Surtout, entre le démantèlement de la jungle de Calais, cet automne, et l'absence d'autres lieux d'accueil dans la région, la population de la Linière a explosé. Depuis octobre dernier, elle est passée de 700 à environ 1700 personnes, beaucoup n'étant pas recensées faute d'être entrées dans le camp officiellement.

La création en mars 2016 de la Linière s'était faite contre la volonté de l'État. Face aux conditions de vie catastrophiques des

migrants installés dans des abris de fortune à la périphérie de la ville, le maire EELV, Damien Carême, avait pris, avec l'ONG Médecins sans frontières, l'initiative de construire ce premier camp humanitaire d'urgence aux normes internationales. Mis devant le fait accompli, le gouvernement avait repris en mai 2016 la gestion du lieu, sans jamais y mettre de moyens suffisants.

Le sort de la Linière avait donné lieu à une nouvelle passe d'armes en mars dernier quand le ministre de l'Intérieur d'alors, Bruno Le Roux, avait annoncé unilatéra-

lement sa fermeture. Devant le refus du maire et le tollé associatif, le gouvernement avait fait marche arrière. La ministre du Logement, Emmanuelle Cosse, s'était rendue sur place pour renouveler le partenariat de l'État avec la mairie et l'association gestionnaire pour un montant de 3 millions d'euros, en réitérant l'objectif de réduction du nombre d'habitants du camp à 700.

« Le problème aujourd'hui, c'est le sentiment d'impréparation qui domine », a résumé à l'AFP Pierre Henry, directeur

général de France Terre d'asile. Alors que cela fait plus de douze ans que des milliers de migrants sont présents dans la zone de Dunkerque et que la persistance des conflits accroît le besoin d'asile, le gouvernement, surtout guidé par la crainte de l'hostilité de l'opinion publique, n'a pas développé de politique d'accueil cohérente. À l'image de nombreuses autres associations, la Cimade a réitéré hier sa demande « de créer des lieux d'accueil humanitaire sur le littoral ». Une sorte de réseau « de première ligne » qui pourrait offrir une prise en charge médico-psychosociale et un accompagnement juridique afin d'orienter les migrants vers les CAO. Une idée qui se heurte, pour l'instant, à la vision du gouvernement et de certains élus locaux pour qui ces centres d'aide ne seraient que des « points de fixation », à l'origine de l'afflux des migrants. De son côté, fidèle à son engagement, le maire Damien Carême a évoqué hier la possibilité de refaire un centre d'accueil, peut-être avec des tentes. Et appelé les maires partout en France « à la solidarité ». •

CAMILLE BAUER



Les bénévoles de Médecins du monde prodiguent les premiers secours aux migrants de Grande-Synthe. Philippe Huguen/AFP